

Nouvelles du réseau



LA LETTRE D'INFORMATION DU RÉSEAU EUROPÉEN DES ASSOCIATIONS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

N°1151 NOV. - DEC. 12005

Editorial

La mondialisation en question(s)

Ce numéro des Nouvelles du Réseau aborde certains des aspects les plus centraux dans le débat en cours sur les rouages économiques mondiaux et leur impact sur l'Europe sociale. Dans les analyses qui suivent, la mondialisation néo-libérale est identifiée comme un vecteur d'inégalité croissante au sein des pays et entre ceux-ci, et de vulnérabilité sociale pour les peuples (chômage, difficulté d'accès aux services, discrimination et exclusion sociale).

Partout dans le monde, l'inégalité entre les riches et les pauvres (une tendance qui se remarque également au sein des nations les plus riches et de l'UE) prend de l'ampleur. La mondialisation soumet les Etats providence à une concurrence forcenée et remet en question le Modèle social européen, dans sa globalité.

Pour EAPN, il va sans dire que l'Europe a besoin d'Etats providence forts et que les Etats providence, pour être forts, ont besoin d'une Europe sociale forte. Une Union européenne qui envisage un avenir pour le projet européen ne devrait pas permettre que la forme actuelle - et prédatrice - de mondialisation économique remette en question le Modèle social européen. Elle ne devrait pas autoriser que des marchés financiers déréglementés, opérant depuis des paradis fiscaux, ou des entreprises off-shore mettent à bas les principes et valeurs de l'Europe sociale.

Ces principes et ces valeurs constituent le ciment qui nous unit en tant qu'Européens; il s'agit de notre identité collective la plus forte.

L'Union européenne doit renforcer son rôle de partenaire mondial et contester les formes que prennent actuellement les forces mondiales, leurs structures et leur gouvernance. La dimension sociale de la mondialisation possède un potentiel énorme que le Modèle social européen, s'il est renforcé, pourra libérer en faveur d'un développement durable, d'une démocratie mondiale, de la justice sociale et de la solidarité.

Maria Marinakou
Présidente d'EAPN

L'IMPACT DE LA MONDIALISATION

SOMMAIRE

Mondialisation

- La mondialisation peut-elle bénéficier aux pauvres? 2
- Pauvreté dans le monde : les faits... 3
- L'Union européenne est une "actrice planétaire" 4
- L'UE, le plus grand bailleur de fonds 4
- La dimension sociale de la mondialisation 5
- Forums sociaux mondiaux en 2006-2007 5
- Croissance économique et cohésion sociale ne sont pas antagonistes 6
- Les gens passent avant le marché! 6
- L'économie la plus compétitives... mais à quel prix? 7
- Portez un bandeau blanc! 7
- La mondialisation et le marché du travail 8
- De mauvaises conditions de travail 8
- La santé aux plus offrants, la maladie aux autres? 9
- La santé, source de richesse 9
- Objectifs du millénaire : une perspective scandinave 10

Nouvelles de Suède

- La situation sociale en Suède: un pas en avant, un pas en arrière... 11
- Portrait d'EAPN Suède 11
- Entretien avec Morgan Johansson, Ministre suédois chargé de la santé publique et des services sociaux..... 12



La mondialisation peut-elle bénéficier aux pauvres?

La mondialisation: tout le monde en parle,

mais personne ne semble être d'accord sur ce que c'est.

Des multinationales qui poussent comme des champignons ici et là, des emplois qui nous quittent pour les cieux chinois, des fédérations d'entreprises qui brandissent la menace de délocalisation à cause de coûts du travail jugés trop élevés, des systèmes de santé publique qu'on privatise à tout va... Et des milliers de non-Européens - dont un grand nombre perdent leur vie - qui frappent aux portes de la terre promise, le sentiment d'insécurité qui ne cesse de croître; une insécurité humaine qui nous rend vulnérables face à des forces plus puissantes et qui laisse beaucoup d'entre nous sur le carreau, dans ce jeu de la compétition où l'une des seules règles est celle du «chacun pour soi». Dans la seule Union européenne, 68 millions de personnes vivent sous la menace de la pauvreté, tandis que plus d'un milliard connaissent la grande pauvreté dans le monde; des chiffres qui, pour notre plus grand malheur, ne cessent d'augmenter dans un grand nombre de régions du monde.

Dans un contexte à ce point embrouillé, nous nous demandons souvent ce qu'est réellement la mondialisation. Quelles sont les forces qui se cachent derrière ce processus? Quel est son impact sur nos vies? Et quel est son impact sur la vie des autres populations, ailleurs dans le monde? Est-ce inévitable? Ne peut-on retourner au bon vieux temps? Et dans le cas contraire, que faire pour transformer le risque en une promesse d'une «vie meilleure pour tous»?

Qu'est-ce que la mondialisation?

Il n'existe aucune définition précise de la mondialisation, l'idée «en vogue» à la fin du 20^{ème} siècle. On peut néanmoins dire que le terme véhicule plusieurs éléments d'une perception largement répandue selon laquelle l'interconnexion au niveau mondial de tous les aspects de la vie s'élargit, se renforce et s'accélère. Le problème est, semble-t-il, celui d'un «glissement mondial». Sommes-nous, ou ne sommes-nous pas, à l'aube d'un tel glissement mondial qui aurait d'immenses conséquences politiques, économiques et culturelles?

On peut facilement la considérer comme un pro-

cessus - ou une série de processus - qui incarne une transformation de l'organisation spatiale des relations sociales et des transactions, ce qui donne naissance à des échanges transcontinentaux ou interrégionaux et à des réseaux d'activité, d'interaction et de pouvoir.

Comment la mondialisation affecte-elle notre vie?

Il suffit de jeter un coup d'œil sur notre vie de tous les jours pour nous rendre compte que la mondialisation est indéniablement en train de la structurer et de la façonner. En effet, si la mondialisation nous offre de nouveaux défis et nous ouvre de nouvelles possibilités, elle s'accompagne également de nombreux risques. Le problème réside dans le fait que les risques et les opportunités ne sont pas partagés de manière équitable entre les populations et les régions du monde. Quand nous disons que la mondialisation a un impact sur «notre vie», tout dépend de la personne à qui appartient cette vie...

La mondialisation se caractérise par quatre types de changements:

- Elle implique un étirement des activités sociales, politiques et économiques au-delà des frontières politiques, des régions et des continents;
- Elle laisse supposer une intensification des interconnexions et des échanges commerciaux, des investissements, de la finance, de la migration, de la culture, etc.;
- L'intensité et l'étirement de l'interconnexion mondiale peuvent être liés à l'évolution des systèmes mondiaux de transport, tandis que la communication accélère la diffusion des idées, des biens, de l'information, du capital et des populations;
- L'étirement, l'intensité et la vitesse des interactions mondiales peuvent s'accompagner d'une intensification de leur impact, de sorte que les effets d'événements distants peuvent se faire fortement ressentir ailleurs et les développements les plus localisés peuvent avoir d'énormes conséquences mondiales. Dans ce sens, les frontières entre les enjeux nationaux et les problèmes mondiaux deviennent de plus en plus floues.

*Held, David et McGrew, Anthony:
Polity Global Transformations text-site,
<http://www.polity.co.uk/global>*



Cam de réfugiés (Serbie-Monténégro) © CD/J.Silva Rodrigues

S'il est difficile de s'accorder sur une définition de la mondialisation, il s'avère encore plus ardu de partager la même analyse des impacts positifs et négatifs de la mondialisation sur nos économies, nos sociétés et sur les populations qui y sont confrontées. Alors que l'impact économique de la mondialisation suscite un vif intérêt, peu de recherches portent sur les conséquences de ce phénomène sur la société et les populations. Cependant, nul ne peut contester que sa charge pèse plus lourdement sur les épaules des personnes qui sont les moins bien équipées pour soutenir la concurrence dans des économies et des sociétés mondialisées de plus en plus enclines à exacerber la compétition.

La mondialisation, à l'instar de tous les phénomènes humains, n'est pas régie par des lois naturelles. Au contraire, elle se façonne à force de décisions politiques prises par les acteurs concernés. Malheureusement, depuis les années 90, le paradigme né-libéral domine les débats et veut élever le marché au rang d'instrument le plus efficace et le plus approprié pour promouvoir la croissance économique et le développement social. La réalité est toute différente: tout changement économique et social en profondeur produit des gagnants et des perdants. Le marché, pour sa part, ne s'occupe que très peu -sinon pas du tout - des perdants. Dans pareilles circonstances, le rôle des institutions est d'aider à gérer le processus de mutation, en optimisant les opportunités économiques pour tous et en équipant les populations des outils nécessaires pour bénéficier de tous les avantages offerts.

Une «vie agréable pour tous»?

Nul ne peut certifier que la mondialisation fonctionnera au profit ou au détriment des pauvres. Tout dépend des politiques poursuivies par les gouvernements et les institutions internationales. Si on la gère avec sagesse, la nouvelle richesse induite par la mondialisation jettera elle-même les bases qui permettront de sortir des millions de personnes de la pauvreté. Si on la gère de manière imprudente, elle pourrait déboucher sur plus de marginalisation et davantage de pauvreté. Il n'y a aucune fatalité: le résultat dépendra des choix politiques posés par les gouvernements, les institutions internationales, le secteur privé et la société civile.

Des institutions régionales et internationales plus fortes, un engagement ferme en faveur d'un développement durable et une justice redistributive aux niveaux national, régional et international, s'imposent si nous voulons une mondialisation favorable aux pauvres. Les dirigeants politiques européens semblent ne s'intéresser qu'à l'unique objectif visant à transformer l'UE en la région la plus compétitive du monde. Mais quelles seront les conséquences de ce choix sur les populations pauvres en Europe? Et qu'en est-il des pauvres en dehors de l'UE? Faut-il promouvoir la compétitivité ou la solidarité au sein de l'Europe, et entre l'Europe et le reste du monde? Pour abolir la pauvreté, nous devons inverser le paradigme économique, en renforçant la volonté politique de contrecarrer les plus dangereuses menaces qui pèsent sur la civilisation humaine, telles que les dégâts écologiques ou l'injustice sociale.

Nuria Molina

“La mondialisation crée une grande richesse, qui pourrait servir à réduire la pauvreté et l'inégalité dans le monde. Les 225 personnes les plus riches sur terre ont une richesse combinée égale au revenu annuel des 47% les plus pauvres de la population mondiale. Nous devons essayer de gérer cette nouvelle ère, d'une manière qui réduira ces inégalités flagrantes et aidera à sortir de la pauvreté des millions de personnes.”

Clare Short, anciennement Secrétaire d'Etat britannique au Développement International

“La mondialisation économique est devenue une guerre contre la nature et les pauvres. Mais ses règles ne sont pas divines. Elles peuvent être changées. Nous devons mettre un terme à cette guerre. Nous avons besoin d'un système réglementé, où la règle ne sera pas celle du commerce, mais celle des choses qui ont une véritable valeur: la nature, la culture, la justice et l'avenir.”

Vandana Shiva, militante de la société civile et auteur

PAUVRETÉ DANS LE MONDE: LES FAITS

- La moitié des habitants de la planète (près de trois milliards de personnes) vit avec moins de 2 dollars US par jour.
- 20% de la population dans les pays développés consomment 86% des biens de la planète.
- Le PIB des 48 nations les plus pauvres (soit un quart des pays) est inférieur à la richesse totale des trois pays les plus riches.
- Moins de 1% de ce que le monde dépense chaque année pour l'armement aurait suffi pour scolariser tous les enfants sur terre avant l'année 2000 et pourtant, nous sommes loin du compte.
- La tranche supérieure des 20% de la population mondiale qui vit dans les pays les plus riches bénéficie de 82% du commerce à l'exportation et de 68% des investissements étrangers directs - la tranche inférieure se contentant d'un peu plus de 1%.
- En 1960, 20% de la population mondiale dans les pays les plus riches avaient un revenu trente fois supérieur aux revenus des 20% les plus pauvres - une proportion qui, en 1997, est passée à 74 fois.
- Les pays en voie de développement dépensent pour rembourser leur dette 13 dollars US pour chaque dollar reçu en subventions.
- La richesse totale des 200 personnes les plus riches dans le monde atteignait mille milliards de dollars US en 2001. Les revenus totaux des 582 millions de personnes vivant dans les 43 pays les moins développés s'élèvent à 146 milliards de dollars.
- Les 50 millions de personnes les plus riches en Europe et en Amérique du Nord disposent du même revenu total que les 2,7 milliards de personnes les plus pauvres.
- A peine 12% de la population mondiale consomment 85% de son eau, et ces 12% ne vivent pas dans le tiers monde.

Source: Livre d'EAPN «L'UE que nous voulons», Chapitre sur la mondialisation de Marina Marinakou

Le plus grand bailleur de fonds

Près de 55% de l'argent dépensé en aide aux pays en voie de développement vient de l'UE ou de ses Etats membres, soit 35 milliards d'euros en 2004 (dont environ 6 milliards sont octroyés par l'intermédiaire des Institutions de l'Union), ce qui fait de l'UE le principal pourvoyeur d'aide au monde. Celle-ci s'est engagée à faire passer le total annuel à 39 milliards d'euros d'ici à 2006. Bien que les membres de l'Union, comme d'autres pays industrialisés, aient accepté l'objectif d'une aide annuelle correspondant à 0,7% de leur PNB, seuls le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suède l'ont atteint. Les autres pays se sont engagés à rattraper leur retard. La moyenne générale de l'Union, qui est de 0,34%, est toutefois supérieure à celle des Etats-Unis ou du Japon.

La stratégie européenne de développement vise à aider les pays en voie de développement à garantir une meilleure alimentation et l'approvisionnement en eau propre, d'améliorer l'accès à l'éducation, aux soins de santé, à l'emploi, aux terres et aux services sociaux ainsi que de fournir des infrastructures et un environnement de meilleure qualité. Les initiatives de l'Union visent aussi à éradiquer des maladies et à favoriser l'accès aux médicaments bon marché pour combattre certains fléaux comme le VIH/sida. L'Union s'efforce également d'alléger le fardeau de la dette des pays pauvres.

Source: EC



Aide à la réorganisation des aéroports du Monténégro (Serbie-Monténégro) © CE / Almin Zrno

L'Union européenne est une «actrice planétaire»

L'UE est le principal acteur commercial et elle donne plus d'aide que n'importe quel autre bailleur de fonds.

Le premier objectif de l'Union, née des suites de la seconde guerre mondiale, était de rapprocher les nations et les peuples d'Europe. Mais son expansion et les nouvelles responsabilités dont elle s'est dotée l'ont amenée à mieux définir ses relations avec le reste du monde.

La politique commerciale

L'UE est le principal acteur commercial mondial et représente 20% des importations et exportations mondiales. Elle estime que «*la mondialisation peut être source d'avantages économiques pour tous, notamment pour les pays en développement, à condition d'adopter les règles appropriées au niveau multilatéral et de consentir des efforts pour permettre l'intégration des pays en développement dans le commerce mondial*». L'Union gère sa politique commerciale commune à deux niveaux: d'une part, au sein de l'Organisation mondiale du commerce; d'autre part, via ses propres accords de commerce bilatéraux, qui englobent non seulement le commerce et l'assistance financière et technique traditionnelle, mais aussi des réformes économiques et autres, ainsi qu'un soutien aux programmes consacrés aux infrastructures, à la santé et à l'éducation. Ils représentent aussi un cadre pour le dialogue politique et comportent une clause qui permet à l'Union de suspendre ou d'annuler l'aide ou les échanges commerciaux si le pays partenaire enfreint les droits humains.

Promouvoir les droits humains

L'UE s'efforce de promouvoir le respect des droits humains dans ses Etats membres et au-delà. Son action est axée sur les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, sans oublier les droits des femmes et des enfants ainsi que ceux des minorités et des personnes déplacées.

La question des droits humains figure dans les accords de commerce et de coopération, et le respect de ces droits constitue une condition préalable à remplir par les pays souhaitant adhérer à l'Union. Par ailleurs, l'Union applique des droits de douane moins élevés aux produits importés de pays qui respectent les conditions et normes de travail fixées par l'Organisation internationale du

travail.

La politique étrangère et de sécurité commune

Les Etats membres coopèrent pour élaborer une stratégie cohérente de politique étrangère. Mais les avancées réalisées au cours des années ont été lentes. Les conflits qui ont éclaté en Europe au lendemain de la chute du mur de Berlin ont poussé les dirigeants de l'Union à mener une action commune. Le principe d'une politique étrangère et de sécurité commune a été consacré en 1992 par le Traité de Maastricht.

Dans le contexte des guerres des Balkans et des conflits qui ont fait rage en Afrique dans les années 90, l'Union a mis sur pied une politique européenne de sécurité et de défense (PESD), qui permet d'envoyer des forces militaires ou de police dans des zones de crise pour mener des opérations humanitaires et de maintien de la paix, gérer les crises et même tenter de réconcilier les parties en conflit.

Développement et aide humanitaire

Près de la moitié des fonds consacrés au niveau mondial à l'aide au développement provient de l'Union européenne et de ses Etats membres, ce qui fait de l'Union le premier pourvoyeur d'aide dans le monde (voir marge). L'aide au développement et la coopération, qui initialement se concentraient en Afrique, ont été étendues à l'Asie, à l'Amérique Latine et aux pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée.

L'Union a commencé à offrir une aide humanitaire dans les années 1970. Celle-ci est inconditionnelle; l'objectif étant d'aider les victimes le plus rapidement possible. L'Union met aussi à profit l'expérience qu'elle a acquise pour aider les populations à se préparer à d'éventuelles catastrophes dans les régions et pays à haut risque, exposés aux tremblements de terre, aux ouragans, aux inondations ou à la sécheresse. L'Union octroie l'aide d'urgence par l'intermédiaire de son Office d'aide humanitaire (ECHO). Sur son budget annuel de plus de 500 millions d'euros, ECHO finance aussi des équipes médicales, des experts en déminage, des moyens de transport et du soutien logistique.

Source: «Un acteur mondial – les relations extérieures de l'UE», juillet 2004. Consultez également «L'UE dans le monde» à l'adresse: <http://www.europa.eu.int/comm/world/>

La dimension sociale de la mondialisation

L'Union européenne a lancé un débat sur sa contribution politique afin que tous et toutes, nous bénéficions des bienfaits de la mondialisation.

L'Organisation internationale du travail (OIT) a mis en place en 2002 la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation (WCSDG) et l'a chargée de rédiger un rapport sur l'impact social de la mondialisation. Cette initiative venait à point nommé, au moment où de nombreuses voix s'élevaient pour contester les mondialisations économiques et affirmer qu'on ignorait à dessein leurs conséquences sociales.

Publié en février 2004, le rapport intitulé **«Une mondialisation juste: créer des opportunités pour tous»**, livre un message positif mais critique visant à changer le cours de la mondialisation. Il affirme que la mondialisation possède un immense potentiel en terme de capacité productive et que, si elle est bien gérée, elle peut donner lieu à des progrès matériels sans précédent, générer des emplois de meilleure qualité et plus productifs pour tous et contribuer de manière significative à la réduction de la pauvreté dans le monde. Cependant, le rapport ajoute que le processus actuel de la mondialisation délivre des résultats par trop déséquilibrés.

Les progrès économiques et sociaux devraient aller de pair

En mai 2004, la Commission européenne publiait une **Communication sur la dimension sociale de la mondialisation** qui se voulait une réponse au rapport de la Commission de l'OIT. Tout en saluant les bénéfices qu'apporte le processus de mondialisation dans plusieurs régions du monde, la Communication de la Commission reconnaît également que ces bénéfices ne sont pas partagés de manière égale partout dans le monde et dans tous les groupes humains, et que sans système efficace de gouvernance mondiale, le modèle actuel de mondialisation donne des résultats peu équilibrés et ne risque pas de déboucher sur un développement mondial de type durable.

La Communication souligne que l'UE poursuit depuis longtemps, tant en interne qu'au niveau international, des politiques qui cherchent à

garantir que les progrès économiques s'accompagnent d'avancées sociales. Elle rappelle que l'Agenda de Lisbonne fonde la réponse politique européenne au défi de l'impact de la mondialisation sur les entreprises, l'emploi et les citoyens en Europe. Elle met également en exergue certains aspects du modèle qui pourraient intéresser ses partenaires dans le monde et qui mettent l'accent sur la solidité des structures institutionnelles pour la gestion des questions économiques, sociales, environnementales et de l'emploi, ainsi que sur l'interaction entre ces différents éléments, sur l'importance d'un dialogue social et civil fort, sur l'investissement dans le capital humain et sur la qualité de l'emploi.

Renforcer la cohérence politique

Suite à la Communication de la Commission, ce fut au tour de la Commission «Emploi et Affaires sociales» du Parlement européen de rédiger son propre projet de rapport dans lequel elle soutient l'ensemble des propositions de la Commission et rappelle que, en ce qui concerne les politiques internes de l'UE, les Etats membres doivent mener les réformes nécessaires afin que l'Agenda révisé de Lisbonne soit une réussite. Dans le domaine des actions extérieures, la Commission du PE souligne l'importance d'une cohérence politique au sein des institutions internationales, tout en saluant la proposition qu'un groupe parlementaire supervise le système multilatéral et assure la cohérence des politiques mondiales économiques, sociales et environnementales. Le projet de rapport figurait à l'ordre du jour de la session plénière du 14 novembre pour discussion et adoption.

En juillet 2005, EAPN a transmis une série d'amendements à ce rapport, précisant que la croissance économique seule ne suffira pas à éradiquer la pauvreté, que ce soit en Europe ou dans le reste du monde, ni à redistribuer la richesse de manière plus équitable. EAPN se félicitait, par ailleurs, de la volonté affichée par les institutions européennes d'œuvrer pour plus de cohérence politique entre les institutions internationales, tout en soulignant que cet objectif s'impose également au sein des institutions européennes.

Nuria Molina

FORUMS SOCIAUX MONDIAUX EN 2006-2007

Le Forum social mondial (FSM) 2006 aura lieu à Bamako, au Mali, Afrique, du 24 au 29 janvier 2006, parallèlement à deux autres événements polycentriques: le premier à Caracas (Venezuela) et le second à Karachi (Pakistan). Le Forum social mondial 2007, pour sa part, se tiendra au Kenya, en Afrique. Plus d'informations à l'adresse: <http://www.forumsocialmundial.org.br/>

Le prochain Forum social européen (ESF) aura lieu à Athènes en avril 2006. D'après le site web du FSE, «Il s'agit d'un espace ouvert où se rassembleront les groupes et mouvements de la société civile opposés au néolibéralisme et à un monde dominé par le capital ou par toute forme d'impérialisme, mais actifs dans la construction d'une société centrée sur la personne humaine». Pour de plus amples informations sur le FSE: <http://www.fse-esf.org/>



FSM 2005 - Photo : Ricardo Stricher

QUELQUES LIENS UTILES

- Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation (WCSDG), avec le rapport **«Une mondialisation juste: créer des opportunités pour tous»**: <http://www.ilo.org/public/french/fairglobalization/index.htm>
- Communication de la Commission sur la dimension sociale de la mondialisation: http://europa.eu.int/comm/employment_social/international_cooperation/globalisation_front_fr.htm
- Réponse à la Communication par la Confédération européenne des syndicats (CES): <http://www.etuc.org/a/273>
- Rapport du Parlement européen sur la dimension sociale de la mondialisation (Réf: A6-0308/2005, Rapporteur: MEP Mihael Brejč): Disponible sur le site web du Parlement européen à l'adresse <http://www.europarl.eu.int> (Allez sur «Activités» - «Travaux parlementaires» - «Rapports»)

Les gens passent avant le marché!

«Nous estimons qu'il faut envisager la mondialisation non plus de façon étroite, en se préoccupant exclusivement des marchés, mais de façon plus générale, en tenant compte essentiellement des aspirations des gens ordinaires. La mondialisation ne doit plus être l'affaire exclusive des conseils d'administration et des conseils des ministres: elle doit répondre aux besoins de chacun dans la collectivité où il vit.»

Rapport de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, 2004 p. vii

«Les pays d'Europe peuvent et doivent engager une action concertée face à ce danger (de mondialisation libérale); la solution ne consiste toutefois pas à opposer une forteresse Europe à la forteresse Amérique qui se dessine... Il s'agit de proposer une alternative européenne puissante à un néolibéralisme (...) destructeur. Face à un capitalisme mondial débridé, seule une Europe unie peut faire passer de nouvelles règles induisant un plus grand équilibre social et une restructuration écologique (...). Une Union européenne digne de ce nom pourrait demander avec insistance que les paradis fiscaux disparaissent, exiger l'application de normes économiques et sociales minimales ou prélever une taxe sur le chiffre d'affaires des transactions de capitaux et de devises.»

Librement traduit de Martin's et al., *The Global Trap*, 1997, pp.219

Croissance économique et cohésion sociale ne sont pas antagonistes

La mondialisation pose un défi aux Etats providence partout dans le monde et, plus précisément, au Modèle social européen.

Ce défi vient d'une part de la déréglementation qui caractérise la nouvelle économie mondiale et, d'autre part, de l'idéologie néo-libérale dominante dans le débat mondial sur la politique sociale et le développement social.

Les tendances actuelles de libéralisation et de privatisation des services publics ont pour résultat une offre de services de faible qualité, des tendances à la sélectivité des clients et un accès limité pour les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale. Ces tendances néfastes s'accompagnent d'un glissement apparent des politiques sociales nationales vers ce qu'on appelle la «rationalisation» des systèmes de sécurité sociale, vers l'octroi d'indemnités assorties d'obligations de revenus, etc., en lien avec le **fossé croissant entre les «méritants» et les autres, entre les «nantis» et les «démunis».**

Une grande part des effets de la mondialisation s'est concentrée sur le plein emploi, un des piliers des Etats providence européens de l'après-guerre, dont la disparition pourrait à son tour avoir des répercussions sur l'assurance sociale et les services sociaux. La libéralisation des mouvements transfrontaliers des capitaux a, dans une grande mesure, changé la donne, au détriment des gouvernements désireux de maintenir le plein emploi. Ces derniers se posent la question du type de politique sociale qui répond le mieux à la compétitivité internationale sans réellement se préoccuper de la solidarité sociale.

«Moderniser» la protection sociale

Le retour du chômage massif, couplé à des tentatives de réduire les droits à la citoyenneté sociale, débouche sur plus de pauvreté, d'inégalité et d'exclusion sociale, et prend les allures d'un chamboulement du contrat social implicite, du Modèle social européen conclu en Europe occidentale après la fin de la seconde guerre mondiale.

On pourrait dire qu'à la base, **la mondialisation place les Etats providence en concurrence les uns**

avec les autres. Les Etats providence du Nord semblent parvenir à maintenir des approches équitables de la politique sociale et des droits sociaux, dans des conditions de mondialisation néo-libérale. Ce n'est pas le cas des systèmes sociaux de l'Est ni du Sud.

La lutte entre les visions libérale et socio-démocrate des politiques économique et sociale prend une dimension mondiale. On peut vraiment se demander si la mondialisation néo-libérale peut donner naissance à une mondialisation sociale réformatrice, même si les décisions prises récemment par la Commission européenne à propos de l'orientation future de la stratégie de Lisbonne («la croissance et l'emploi») indiquent un glissement de paradigme dans l'UE vers davantage d'objectifs de croissance économique et de compétitivité au détriment de l'inclusion sociale et de la cohésion sociale.

Il existe d'excellents arguments en faveur d'un recentrage du débat politique européen actuel et de l'orientation politique, principalement en matière de protection sociale, afin de replacer l'inclusion sociale, la cohésion sociale et la lutte contre les discriminations au cœur des systèmes de protection sociale.

Ne pas réduire, mais renforcer les droits sociaux pour tous

Si l'UE veut jouer un rôle dans le contexte mondial aux «antipodes» du paradigme néolibéral dominant de la primauté au libre marché, elle doit renforcer son modèle social. Elle doit prouver que croissance économique et cohésion sociale ne sont pas des objectifs antagonistes.

Le fait que les Etats providence les plus forts sont également les plus compétitifs prouve que les dépenses sociales produisent des effets positifs et qu'un compromis ou un consensus sociétal, basé sur le principe de solidarité, engendre une symbiose durable entre la compétition et une équité reposant sur l'égalité des droits pour tous.

EAPN, lors de la quatrième Table ronde sur l'inclusion sociale à Glasgow en octobre 2005, n'a eu de cesse d'affirmer que **l'Europe a besoin d'Etats providence forts et qu'un Etat providence, pour être fort, a besoin d'une Europe sociale forte.**

Maria Marinakou
Présidente d'EAPN

L'économie la plus compétitive... mais à quel prix?

En 2000 à Lisbonne, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UE ont proclamé leur volonté de «faire de l'UE l'économie la plus compétitive du monde». Mais à quel prix? Certes, cet objectif est en premier lieu un enjeu d'ordre économique, mais il a - inévitablement - des conséquences sur le plan social.

Sur le plan économique, ce sont les grands centres de pouvoir économique (Union européenne, Etats-Unis et Asie) et les grandes institutions monétaires (Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation mondiale du commerce) qui mènent la danse... Depuis des décennies, nous sommes conscients qu'un commerce mondial plus équitable est nécessaire pour lutter contre la pauvreté mondiale. En 2001, la Banque mondiale citait le chiffre farouche de 1,089 milliard de personnes en situation de pauvreté. On peut toutefois considérer que ce chiffre est en-deça de la réalité car la Banque mondiale ne prend en considération que la pauvreté absolue. Elle définit la pauvreté extrême sur la base du seuil d'un dollar par jour et par personne. Si on utilisait la pauvreté relative comme point de référence - comme c'est le cas dans l'UE - le nombre de pauvres serait bien plus élevé.

Raison de plus pour accentuer cette exigence d'un commerce équitable; exigence que l'Organisation mondiale du commerce a complètement perdue de vue. Les Objectifs du Millénaire, proclamés solennellement en septembre 2000 par les Nations unies, offrent un espoir mais, à l'instar de la Stratégie d'inclusion sociale, rien ne garantit que ces Objectifs seront atteints au cours de la période prévue.

Délocalisations, chômage, exploitation

Prenons deux exemples liés à la course à la compétitivité: la croissance économique et la politique de libéralisation.

Vu le nombre très élevé de chômeurs, il est incompréhensible que l'on veuille obtenir une croissance économique par une augmentation du degré d'activité. Rester plus longtemps au travail demande des emplois supplémentaires pour contrer le chômage; un objectif que nos gouvernements n'atteint pas suffisamment. Sur ce point, les statistiques nationales du chômage déforment la réalité. Si on

regarde de plus près certaines régions, quartiers ou catégories de populations où le chômage est le plus criant (par exemple dans les quartiers défavorisés, parmi les femmes ou les jeunes d'origine étrangère), à une moyenne nationale de 10-15% peuvent correspondre des pourcentages locaux de 40-50%.

Un commerce mondial plus équitable est nécessaire pour lutter contre la pauvreté mondiale

Devenir la région la plus compétitive du monde peut, entre autres, conduire à des délocalisations d'entreprises, ce qui entraîne une augmentation du taux de chômage chez nous. Au sein des pays en développement, l'exploitation de la population ouvrière - en vue d'atteindre un profit maximal - en est la conséquence directe. Dans ces pays, les salaires

sont très bas et les conditions de travail parfois inhumaines. Nous savons depuis longtemps que la pauvreté parmi les travailleurs («the working poor») est très élevée, pas seulement dans le tiers monde mais aussi chez nous.

Les effets pervers du «libre marché»

La politique de libéralisation de l'UE comporte un danger pour les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale. Dans certains pays où la libéralisation du marché de l'électricité a été introduite, les prix pour les consommateurs ont plutôt augmenté au lieu de baisser. De plus, certaines mesures de protection, telles que la garantie d'un accès minimum, ont été suspendues à cause des règles générales du libre marché de l'UE.

Sans compter que la promesse faite par les pays occidentaux d'investir 0,7% du Produit National Brut n'a pas été tenue... Les populations du tiers monde sont ainsi tentées de venir chercher leur bonheur chez nous. Au début, les elles furent invitées par nos gouvernements pour faire le travail que nous ne voulions plus faire nous-mêmes. Aujourd'hui, elles sont, au goût de nos gouvernements et de certaines couches de la population, devenues trop nombreuses et ne sont plus les bienvenues. Résultat: une politique de répression plutôt que d'accueil... A cet égard, les principes de l'aide humanitaire aux nouveaux migrants, qu'ils soient «économiques» ou «politiques», devraient être appliqués. Une autre politique de migration s'impose.

Ludo Horemans
Vice-président d'EAPN

PORTEZ UN BANDEAU BLANC!

L'«Action mondiale contre la pauvreté» est une alliance mondiale qui vise à vérifier que les dirigeants du monde tiennent leurs promesses, et à avancer sensiblement dans l'élimination de la pauvreté. C'est une alliance formée de tous ceux qui croient en l'élimination de la pauvreté: coalitions déjà existantes, ONG nationales et internationales, groupes communautaires, syndicats, individus, familles, groupes religieux, activistes, etc.

L'Appel mondial est l'occasion d'interpeller les politiques et gouvernements au sujet de leurs projets concernant l'éradication de la pauvreté et d'exiger une action immédiate de leur part. C'est une opportunité pour exiger que les dirigeants mondiaux agissent contre la pauvreté.

Tout au long de l'année, divers groupes et individus ont organisé leurs propres activités locales, nationales et internationales. Vous pouvez également vous associer à ce mouvement mondial en portant un bandeau blanc. Si vous êtes membre d'une organisation, ou si vous êtes un particulier voulant lutter contre la pauvreté, vous pouvez agir maintenant.

Pour de plus amples renseignements:
<http://www.whiteband.org/>



De mauvaises conditions de travail

Les conditions de travail dans les pays à bas coûts sont un élément important. La plupart de ces pays n'édicte pas de normes du travail ou ne les appliquent pas conformément aux règles internationales. L'intensification de la concurrence mondiale risque de déboucher sur de nouvelles violations des droits syndicaux et du travail.

On estime à 246 millions le nombre d'enfants qui travaillent, souvent dans des emplois à risque. Les estimations de 2003 montrent que près de 1,4 milliard d'individus (soit 50% des travailleurs dans le monde) ne parvient pas à gagner les 2 dollars US par jour qui constituent le seuil de pauvreté. Il y a manifestement un large déficit d'emplois décents de par le monde; c'est là un défi d'envergure dans la lutte contre la pauvreté mondiale.

Or, le spectre du chômage continue de hanter les marchés du travail. D'après le Bureau international du travail (BIT), le chômage déclaré dans le monde a augmenté au cours des vingt dernières années et s'élevait à quelque 188 millions de chômeurs en 2003. Un chiffre auquel il convient d'ajouter le milliard de jeunes qui, d'ici quelques années, sera en âge de travailler et viendra grossir les rangs de la main-d'œuvre disponible, surtout dans le monde en développement.

O.M.

La mondialisation et le marché du travail

La dimension sociale peut transformer la mondialisation en force positive pour tous les individus.

Le marché du travail est une institution sociale puissante, qui constitue le fondement économique de la société et de la vie des gens. Pour le climat social et la cohésion de la société, il est fondamental que le marché du travail offre des chances égales à tous car la mondialisation touche principalement les gens au travers de leur position sur le marché du travail. La dimension sociale doit être mise au cœur du débat sur la mondialisation et sur le marché du travail, si l'on veut transformer la mondialisation en une force positive pour tous les individus.

La mondialisation se caractérise par la disparition des barrières commerciales, une mobilité des capitaux et du travail, et une transmission rapide des technologies de par le monde. Nous savons que la mondialisation a eu et continuera d'avoir une incidence énorme sur les marchés du travail européens. Les défis sont de taille: fermeture ou restructuration des lieux de travail; délocalisation vers des pays où les coûts sont moins élevés; travailleurs peu ou non qualifiés particulièrement exposés aux mutations mondiales et à la concurrence.

Une répartition très sophistiquée du travail

Les marchés du travail européens se sont créés voici cinquante ans, à l'époque de l'industrialisme, du travail sur site et des Etats-nations. Ce temps est révolu. De la mondialisation naît progressivement une zone unique où le travail se répartit selon un schéma très sophistiqué. Les avances technologiques et les échanges avec les pays à bas coûts vont faire baisser la demande de main-d'œuvre peu qualifiée au profit d'une main-d'œuvre hautement qualifiée, au risque de faire monter le niveau de chômage structurel et/ou d'accroître les inégalités de salaires entre ces deux catégories.

L'externalisation est un autre effet de la mondialisation. Les progrès des technologies de l'information et de la communication ont progressivement permis de délocaliser les centres d'appel, la comptabilité, l'audit, la saisie et la mise en forme des données, l'appui informatique, l'analyse des radiographies, l'ingénierie, etc. vers les pays à bas coûts, en plus

des produits industriels traditionnels.

Dans le secteur des services également, les nouvelles technologies et l'internationalisation de la terminologie permettent de dissocier la géographie de la production de la géographie de la consommation, ouvrant à la concurrence internationale des secteurs jusqu'ici protégés par les barrières linguistiques et culturelles. Chez nous, l'augmentation de la productivité a fait disparaître de nombreux emplois, surtout dans le secteur de la fabrication.

Dépasser la dichotomie entre libéralisation et protection

Partout dans le monde, les marchés du travail sont en mutation. Ils sont confrontés à une forte demande, notamment d'accroissement des emplois générateurs de revenus pour des milliards d'individus. Leur potentiel de création de richesses est immense, tout autant que celui d'engendrer de graves crises et conflits entre les nations. De la façon dont nous gérons les marchés du travail dépendra le développement global de demain. Nous avons éminemment besoin d'une stratégie mondiale des marchés du travail qui sorte du débat dichotomique entre libéralisme et protectionnisme.

Les travailleurs pauvres ne doivent pas être une option pour l'Europe

L'Europe a surtout besoin d'une forte capacité d'ajustement, qu'une politique sociale active pourrait contribuer à développer. L'insécurité sociale et la diminution des prestations sociales n'incitent guère les gens à changer d'emploi. Un niveau élevé de sécurité sociale est une condition préalable essentielle à la restructuration des marchés du travail et à l'impulsion d'une nouvelle dynamique en Europe. L'Europe ne peut envisager les travailleurs pauvres comme une option concurrentielle face aux nouveaux acteurs globaux. Si l'Europe veut engager le combat sur le terrain des salaires, elle devrait baisser les salaires européens dans une proportion telle qu'elle engendrerait l'agitation politique.

La stratégie à suivre consiste donc à maintenir les niveaux de salaire et à accroître la valeur de la production. Il faut améliorer la qualification des emplois pour les travailleurs peu ou non qualifiés. Voilà ce que devrait être la stratégie pour l'emploi.

Ole Meldgaard

Membre du Comité exécutif et de la Task Force emploi d'EAPN

La santé aux plus offrants, la maladie aux autres?

«**T**out va bien... tant qu'on a la santé!». Malheureusement, «être en bonne santé» n'est pas donné à tout le monde; les inégalités sont criantes au sein même de l'UE et ce, malgré la progression constante des dépenses en la matière (voir graphique). David Byrne, l'ancien Commissaire européen chargé de la santé et de la protection des consommateurs, ne disait pas autre chose dans son document de réflexion, daté de juillet 2004, en vue d'une future stratégie européenne de santé publique: «La santé dépend toujours de l'endroit où l'on vit, de ce qu'on fait, de ce qu'on gagne. Les pauvres, les exclus de la société et les minorités ethniques sont particulièrement exposés aux problèmes de santé».

La privatisation sape les systèmes de santé

En influençant les conditions institutionnelles, économiques, sociales, culturelles et environnementales, la mondialisation propage un modèle néolibéral dans tous les secteurs de la société, y compris celui de la santé. Celle-ci est de plus en plus perçue comme un bien individuel; la loi du marché se chargeant de distinguer les personnes «rentables» des autres. Les services privatisés tendent ainsi à s'offrir... aux plus offrants.

La libéralisation des services de santé peut entraîner une réduction des dépenses publiques, d'où le danger que l'accès universel aux soins ne soit plus garanti, que ce soit par manque d'information objective ou de ressources. Des familles en situation de pauvreté en viennent à s'abstenir de se soigner, ou alors elles se retrouvent dans ce qu'il reste de service public, où l'attente est interminable. Le cas du Royaume-Uni est emblématique de cette dégradation de la qualité des soins pour ceux qui n'ont pas les moyens de se payer les services - haut de gamme - du secteur privé.

C'est pire ailleurs!

Encore que d'autres sont plus à plaindre! Dans de nombreux pays soumis aux programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, les coupes sombres dans les dépenses de santé ont contribué à augmenter la malnutrition, la mortalité infantile, la propagation du SIDA et de la lèpre. L'accès aux médicaments est difficile car les firmes pharmaceutiques tiennent à leurs brevets. Dans ce contexte, le com-

merce de médicaments périmés est devenu juteux...

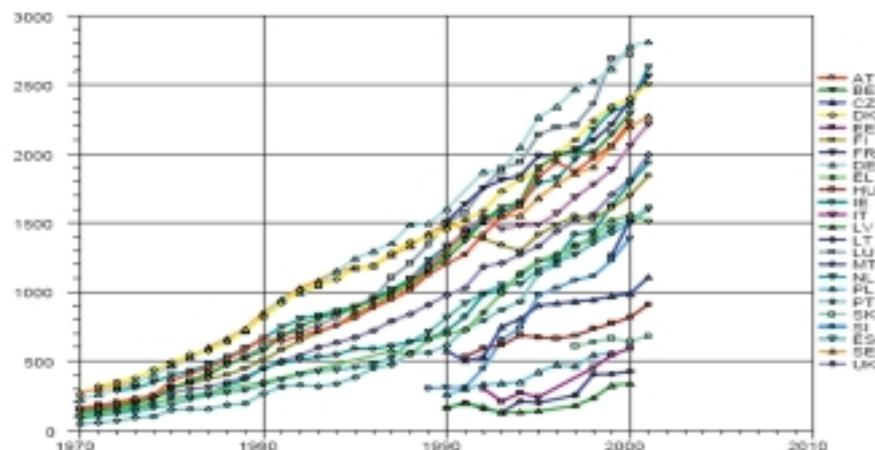
La mondialisation a aussi un effet migratoire: la fuite des «cerveaux» vers les pays développés, qui entraîne une pénurie de personnel soignant qualifié. De plus, dans de nombreux pays, la mondialisation met sous pression les normes en matière de santé et de sécurité au travail. Le Bureau international du travail (BIT) estime que, chaque année, il y a 250 millions d'accidents du travail dans le monde, entraînant le décès de 335.000 personnes, et plus d'un million de décès dus à l'usage de produits toxiques. Dans les pays en voie de développement, seuls 5 à 10% des travailleurs ont accès à des soins de santé adéquats.

Promouvoir avant de soigner...

La promotion de la santé est traditionnellement du ressort de l'Etat. Pourtant, soulignait le Commissaire David Byrne, les «systèmes de santé» européens sont en fait à 90% des «systèmes de maladie» car ils ne consacrent qu'une infime partie des ressources à la promotion de la santé. La privatisation du secteur n'arrange rien; cyniquement dit, les prestataires de soins y «vivent» de la maladie d'autrui...

Cependant, la mondialisation a ici un effet potentiellement bénéfique: l'utilisation accrue des technologies de la communication devrait permettre, par la diffusion large et rapide d'informations, d'améliorer la prévention, ici et là-bas.

Vincent Forest



Dépenses totales de santé en parités de pouvoir d'achat (PPA) par habitant. Source: HFA Database, 2004. Les PPA convertissent les prix dans une monnaie commune (fictive) en vue d'éliminer l'effet des différences de pouvoir d'achat entre pays. En d'autres termes, cela permet de comparer les dépenses de santé entre Etats membres: l'Allemagne est en tête; la Lettonie, en queue de peloton.

LA SANTÉ, SOURCE DE RICHESSE

Autant prendre les tenants de l'idéologie du «donnant-donnant» au mot. Si chaque euro dépensé doit rapporter - au moins - un euro, il est utile de se demander ce que rapporte à l'économie une population en bonne santé, au lieu d'étudier ce que coûtent les systèmes de santé actuels. Car sabrer dans les dépenses publiques n'est peut-être pas un bon calcul, économiquement parlant.

Ce coût de la «non-santé» est abordé par la Commission européenne dans un document de réflexion de juillet 2004. On y lit que la santé est intimement liée à la croissance économique et au développement durable: «D'après l'Organisation mondiale de la santé (OMS), un accroissement de l'espérance de vie à la naissance de 10% augmenterait le taux de croissance économique de 0,35% par an (...). 50% de l'écart de croissance entre les riches et les pauvres sont liés aux problèmes de santé et à l'espérance de vie».

La Commission souligne que les dépenses de santé sont un investissement à long terme et un moteur de croissance économique. L'Europe perd plus de 500 millions de journées de travail chaque année pour cause de maladies d'ordre professionnel.

Pour plus d'infos sur la stratégie européenne en matière de santé publique : http://europe.eu.int/comm/health/ph_overview/strategy/health_strategy_fr.htm

Huit objectifs de développement

Objectif 1: Réduire l'extrême pauvreté et la faim

Objectif 2: Assurer l'éducation primaire pour tous

Objectif 3: Promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes

Objectif 4: Réduire la mortalité infantile

Objectif 5: Améliorer la santé maternelle

Objectif 6: Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

Objectif 7: Assurer un environnement durable

Objectif 8: Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Ces huit objectifs du millénaire pour le développement (OMD) forment la trame de la Déclaration du Millénaire des Nations unies adoptée en septembre 2000 par 147 Chefs d'Etat et de Gouvernement. Ceux-ci reconnaissent que le progrès doit se fonder sur une croissance économique durable, axée sur les pauvres et inspirée par les droits humains.

La Déclaration appelle à diminuer de moitié le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour d'ici 2015. Cet effort suppose que l'on trouve des solutions à la famine, à la malnutrition et à la maladie, que l'on promeuve l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, que l'on assure l'éducation primaire pour tous et que l'on soutienne le développement durable. Les pays riches sont censés apporter une aide directe aux pays en développement sous forme d'aides, d'échanges commerciaux, d'allègements de la dette et d'investissements.

Pour plus d'information, voir:
<http://www.un.org/french/millenniumgoals/>

Objectifs du millénaire: une perspective scandinave

Diminuer de moitié la pauvreté d'ici 2015...

Un objectif que les pays scandinaves doivent s'employer à atteindre.

En l'an 2000, les dirigeants du monde ont adopté les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), qui envisagent le développement mondial selon une approche globale et visent à réduire l'extrême pauvreté de moitié d'ici 2015. Les chiffres actuels montrent toutefois que de nombreux pays accusent du retard. Le rythme actuel est trop lent, au point que la plupart des pays risquent de mettre plus d'un siècle pour atteindre ces objectifs. Toutefois, il y a quelques signes positifs. Par exemple, les pays scandinaves (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède) s'attachent à stimuler la participation de la société civile dans le cadre de la réalisation des OMD et du partenariat entre pays développés et en développement. Des ONG des cinq continents adhèrent à une campagne mondiale, l'«Action mondiale contre la pauvreté», qui vise à créer un monde de justice. Cette campagne, dont le symbole est un bandeau blanc, est soutenue localement dans plus de 90 pays. En Suède, par exemple, la campagne est soutenue par plus de 45 organisations et s'intitule «Eradiquer la pauvreté maintenant».

Commerce équitable

Les gouvernements scandinaves devraient notamment exiger que les réunions de l'Organisation mondiale du commerce soient plus démocratiques et que les subventions agricoles et à l'exportation, à l'origine du «dumping», disparaissent. Il faudrait en outre accorder aux pays pauvres le droit de protéger leur production domestique de denrées alimentaires.

Il faut ménager aux pays en voie de développement (PVD) un espace d'action plus grand afin qu'ils puissent définir une politique des échanges qui soutienne leur propre stratégie de développement. Les Scandinaves estiment que les produits des PVD devraient avoir plus largement accès aux marchés des pays développés. En guise de première étape, l'ensemble des pays développés devraient tenir leur promesse d'admission en franchise et hors contingents de tous les produits en provenance des pays moins avancés (PMA).

Les pays scandinaves ont par ailleurs clairement

affirmé leur volonté d'agir de concert avec les PVD afin de faire aboutir les négociations sur les échanges mondiaux et de donner aux PVD l'occasion de profiter de ces échanges pour lutter contre la pauvreté.

Annulation de la dette

Les dirigeants des pays du G8 ont récemment accepté d'annuler la dette des 18 pays les plus lourdement endettés. Cette étape importante ne résout toutefois pas la crise de la dette. Les pays scandinaves devraient par conséquent exiger que cette crise trouve une solution à long terme. Cette question doit être analysée en lien avec les ressources dont les pays concernés ont besoin pour atteindre les OMD.

S'agissant de l'annulation de la dette, les pays scandinaves devraient également inciter le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale à définir leurs exigences envers les pays pauvres en fonction des stratégies de pauvreté et des décisions

démocratiques adoptées par ces derniers. Le FMI et la Banque mondiale doivent mettre un terme à leurs contrôles vétilleux et l'aide au développement ne doit plus servir à financer l'annulation de la dette.

Aide au développement

Les pays scandinaves multiplient les démarches afin que les pays de l'UE et de l'OCDE, conformément à l'objectif onusien, allouent 0,7% de leur PNB au développement d'ici 2010 au plus tard. La prise en compte des besoins des pauvres, des notions de justice, d'égalité, de développement durable ainsi que le déliement de l'aide seront les garants de la qualité de celle-ci. Faute d'investissements suffisants pour la préservation de l'environnement, il est peu probable que les OMD puissent être atteints; il ne faudrait pas non plus que l'aide au développement soit détournée à des fins militaires.

Enfin, les pays scandinaves entendent poursuivre, avec d'autres pays partageant leurs idées, leurs efforts pour renforcer l'harmonisation des programmes d'aide au développement en tenant dûment compte des priorités des pays bénéficiaires.

Göran Larsson

Armée du Salut - Membre du Comité exécutif d'EAPN

Faudra-t-il plus d'un siècle pour atteindre les objectifs?

La situation sociale en Suède: un pas en avant, un pas en arrière...

L'économie suédoise reste assez solide si on la compare à ce qu'elle était dans les années 90. Elle nous permet d'avoir un système social universel et complet. En 2004, la Suède a

dépensé 33% de son PIB pour la protection sociale. Le système social paraît ferme et efficace, pour autant que les chiffres du chômage restent bas. Plus il y a de gens qui dépendent du système, plus il s'affaiblit.

Un processus de réforme a commencé à redresser le système de sécurité sociale qui s'était dramatiquement détérioré au cours des années de crise financière que la Suède a connues dans les années 90. Malheureusement, la tendance, pour ce qui concerne l'emploi, s'est avérée moins positive que prévu dans une économie stabilisée. La Suède est également confrontée à des taux élevés de maladies de longue durée, ce qui, couplé au chômage de longue durée, ébranle l'édifice social dans son ensemble.

De plus en plus de gens sont exclus du système

La coexistence d'une économie forte et d'un grand nombre de sans-emploi envoie des messages contradictoires au sujet de l'état réel du pays et des actions à mener pour le nombre croissant de personnes exclues des systèmes sociaux. Le gouvernement a choisi, comme solution parmi d'autres, de modifier les règlements afin de maintenir les dépenses à un niveau peu élevé. Par exemple, des propositions politiques ont vu le jour pour réduire les indemnités octroyées aux chômeurs de longue durée ou aux personnes souffrant de longues maladies; une décision qui, bien sûr, affecte davantage les populations les plus vulnérables.

Un rapport récent montre que le fossé entre les jeunes et les âgés ne cesse de se creuser depuis les années 90. Les jeunes (de 20 à 34 ans) connaissent à de nombreux égards des conditions bien plus difficiles que leurs aînés. Ils éprouvent les pires difficultés à entrer sur le marché du travail ou n'obtiennent des emplois qu'à durée très courte, malgré leur niveau d'éducation. Les conséquences sont nombreuses: dettes contractées lors de leurs études, moins d'argent, difficultés de louer ou d'acheter un logement, difficulté d'obtenir un prêt. Ils connaissent égale-

ment de graves problèmes de santé, principalement mentale, dus à l'absence d'espoir ou à l'angoisse. Nombreux sont les exemples qui prouvent qu'il ne s'agit pas de problèmes individuels, mais plutôt d'un dysfonctionnement structurel auquel il convient de s'attaquer.

Un facteur important à prendre en compte est le changement récent d'attitude: les dysfonctionnements collectifs de la société sont perçus comme des dysfonctionnements personnels. La maladie et le chômage sont considérés comme des signes de paresse ou de refus de travail. Un exemple de ce changement d'attitude est la «ligne de temps» utilisée par les services sociaux: on doit travailler pour recevoir les allocations sociales. La conséquence est de maintenir la population concernée dans la pauvreté et l'exclusion sociale, faute de lien avec le marché du travail traditionnel.

Le fossé entre les riches et les pauvres se creuse

Les fossés entre les riches et les pauvres, entre les jeunes et les âgés, entre les plus vulnérables et la majorité de la population, se creusent. Parmi les problèmes qui s'aggravent, citons la ségrégation, le sans-abrisme, l'accoutumance à l'alcool et à la drogue. Ils ne reçoivent pas la priorité qu'ils méritent car les efforts pour maintenir à flot le système social dans son ensemble monopolisent toute l'attention. Des mesures supplémentaires s'imposent pour ceux et celles qui tombent entre les mailles des différents systèmes sociaux ou qui ne répondent aux critères d'aucun d'entre eux.

Si on maintient la pression sur la politique sociale suédoise afin qu'elle améliore la situation des plus vulnérables, aucun engagement ferme n'a été pris en faveur des populations les plus exclues de la société. Nous sommes d'avis que la situation suédoise fait «un pas en avant, un pas en arrière» parce que, si le pays a redressé ses finances, cette embellie ne bénéficie pas automatiquement à ceux et celles qui vivent au bord de l'exclusion et de la pauvreté.

Sonja Wallbom

Représentante suédoise au sein du Comité exécutif d'EAPN

EAPN SUÈDE

EAPN Suède a été fondé en 1998 par près de 10 ONG sociales. Aujourd'hui, le réseau compte 40 organisations membres aux échelons national, régional et local. EAPN Suède travaille principalement dans les domaines suivants:

- Information et lobbying;
- Participation à la Stratégie sur l'inclusion sociale, en coopération avec d'autres ONG;
- Collaboration avec EAPN au niveau européen;
- «Rapprocher l'Europe de la Suède», soit faire en sorte de diffuser l'information fournie par EAPN au public en général et au monde associatif en particulier.

Jusqu'à présent, les méthodes utilisées ont consisté en la constitution de groupes de travail, la tenue de séminaires et de conférences (par exemple sur la Constitution de l'UE et sur la pauvreté et l'exclusion sociale, le 27 octobre 2005), la participation dans le «Réseau des usagers» et diverses activités de lobbying. Le réseau a focalisé son attention sur le marché du travail, le chômage, le logement et le sans-abrisme, les assuétudes et l'exclusion sociale.

Les principaux messages politiques expriment les besoins suivants:

- Une politique générale d'assistance incluant tous les citoyens;
- Des services sociaux actifs fondés sur la démocratie, la solidarité et le respect des besoins individuels;
- Le droit à l'éducation et au soutien à la recherche d'emploi;
- Une politique de logement s'attaquant à la ségrégation et au sans-abrisme, assurant un égal accès pour tous à un logement de qualité;
- Un meilleur soutien financier pour les ONG;
- Un dialogue accru entre les ONG et la société.

L'année prochaine, EAPN Suède travaillera sur le thème du marché du travail et du chômage, car 2006 sera une année électorale. Or, ces thèmes sont au cœur des préoccupations des partis politiques.

«Il faut répondre aux attaques portées contre le système social»

Un entretien avec le Ministre suédois chargé de la santé publique et des services sociaux, Morgan Johansson.

EAPN: Quels sont les trois plus importants enjeux dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en Suède? Et quelles solutions proposez-vous?

Morgan Johansson: *Tout d'abord, nous devons combattre le chômage. L'exclusion du marché du travail est le principal facteur de marginalisation. Cette question constitue la plus grande priorité pour le gouvernement suédois.*

Ensuite, nous devons combler les fossés économiques et sociaux. Nous continuerons à renforcer le système général de bien-être social. Cela concerne l'éducation, l'assurance sociale, les soins de santé et les services sociaux. Une politique favorable à l'égalité permet non seulement de créer de meilleures conditions pour les individus, mais elle améliore aussi la croissance économique et la stabilité. Nous offrirons de plus en plus de possibilités d'aider les populations les plus vulnérables. Cet effort est vital pour notre avenir. Nous devons répondre à toutes les attaques portées contre le système social, quand elles visent à réduire les normes de sécurité sociale.



Morgan Johansson

Troisièmement, l'augmentation des cas d'alcoolisme et de toxicomanie constitue un autre défi. Des mesures préventives s'imposent. Nous devons améliorer les mécanismes de réhabilitation pour tous ceux et toutes celles qui souffrent d'assuétude à l'alcool ou à la drogue. Nous devons mettre en place une coopération au niveau mondial pour lutter contre la criminalité liée au trafic d'alcool ou de drogues.

Quelle valeur ajoutée ont les Plans d'action nationaux et la Méthode ouverte de coordination?

Ces Plans d'action nationaux constituent un élément indispensable de la Stratégie de Lisbonne, dont le but est de faire de l'UE l'économie la plus compétitive au monde, capable d'arriver à la stabilité sociale. Si le bien-être social dépend de la croissance économique, celle-ci dépend d'une politique sociale efficace. De nombreuses

études montrent que les pays scandinaves parviennent à combiner ces deux points de vue. Le PNUD classe les pays scandinaves parmi les 15 pays ayant le niveau de vie le plus élevé et la répartition des richesses la plus équitable. Le Forum économique mondial classe les pays scandinaves parmi les dix pays les plus compétitifs.

Quel devrait être le rôle des organisations d'usagers dans l'élaboration des politiques sociales?

Les organisations d'usagers ont un rôle fondamental à jouer car elles donnent le point de vue des individus. Tout travail social doit se mener sur la base des connaissances et des expériences des usagers. Nous devons oublier le point de vue de l'autorité au profit de celui de l'individu. Afin de renforcer le poids des organisations d'usagers dans la mise en œuvre du Plan d'action national, le gouvernement suédois a mis en place un comité sur le développement social au sein du Ministère de la Santé et des Affaires sociales. Ce comité servira à la fois de canal de communication et de forum d'information entre le secteur public et les organisations bénévoles et d'usagers. J'apprécie grandement la valeur de cette forme de coopération. Par exemple, le comité a prévu des séminaires sur des thèmes comme le sans-abrisme et les conditions de vie des personnes souffrant d'assuétudes ou de désordres mentaux.

Les décisions aux échelons européen et international ont un impact croissant sur nos vies. Pour créer une Europe des citoyens, les ONG doivent être réellement capables d'influencer le développement européen. Comment cela sera-t-il possible?

En Suède, nous avons une longue tradition de mouvements populaires. Les ONG constituent une ressource essentielle. Je reste convaincu qu'il est impossible d'élaborer la moindre politique sociale progressiste sans écouter la parole des usagers. Nous avons besoin de différentes formes de dialogue entre les organisations et les autorités aux niveaux local, national et international. Qui plus est, le gouvernement suédois offre un soutien financier aux ONG.

Entretien : Gunvi Haggren

EAPN entend s'impliquer dans les débats sur la mondialisation, et y répondre

N°115
Novembre - Décembre 2005

Imprimé en Français et en Anglais et disponible en d'autres langues sur www.eapn.org

Editeur responsable
F. Farrell

Responsable de publication
V. Forest

Rue du Congrès 37-41 bte2
B-1000 Bruxelles
tél. 32 2 230 44 55
fax 32 2 230 97 33

E-mail: team@eapn.skynet.be
Internet: <http://www.eapn.org>

Avec la contribution de
P. Brandellero
N. Molina
C. Fonseca

Bureau de dépôt
1600 Sint Pieters Leeuw 1

Nouvelles du Réseau vise à alimenter le débat sur des thèmes spécifiques. Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles d'EAPN. Si vous désirez commenter le contenu de ce numéro, envoyez un courriel à team@eapn.skynet.be



EUROPEAN ANTI POVERTY NETWORK

Avec le soutien
de la Commission européenne

rendez-nous visite au WWW.eapn.org